



FÉDÉRATION CGT DES CHEMINOTS

ACTION DU 12 SEPTEMBRE 2017

SANS CONCESSIONS !

LE 12 SEPTEMBRE 2017,

AGIR POUR CHOISIR !

Lors de l'audience du 28 août 2017 faisant suite à la DCI (Demande de concertation immédiate) déposée par la CGT, la délégation a vivement interpellé la Direction Mobilités quant à sa politique de casse du service public ferroviaire et ses velléités d'externalisation qui conduisent à supprimer les emplois, à dégrader la sécurité et les conditions de travail des cheminots.

Malgré les arguments et les éléments incontestables présentés par la délégation CGT lors de cette réunion, la Direction reste campée sur ses positions.

Cependant, nul doute que les mobilisations massives des cheminots, à venir, feront bouger les lignes !

Les intentions de la Direction sont claires ! Il s'agit d'une part d'accélérer sa course aux gains d'exploitation en supprimant les emplois, et d'autre part, d'ouvrir des champs d'externalisation. Sur l'autel de la productivité, sont sacrifiés la sécurité, le service public et les conditions de travail des cheminots.

1487 emplois dans la ligne de mire !

La Direction entend réaliser d'énormes gains de productivité. D'ailleurs, elle les a inscrits dans son budget 2017.

Elle souhaite supprimer, sans coup férir, 1487 emplois soit 6,5% des effectifs sur le périmètre voyages en une seule année.

C'est un véritable plan social qui ne dit pas son nom !

Son objectif a été réaffirmé lors de cette réunion. Il s'agit de la disparition totale de la vente aux guichets et dans les boutiques, quelles qu'en soient les conséquences pour les cheminots.

La Direction ne se contente pas d'accompagner les usagers à se diriger vers le tout numérique, elle les contraint à le faire faute de guichets ouverts.

Ainsi, en supprimant les guichets et les boutiques, en allongeant les files d'attente, elle les dirige naturellement vers les canaux de distribution digitaux.

Quant aux cheminots des guichets et des boutiques, la Direction projette d'en faire des itinérants ou des marchands ambulants tantôt à bord de camions, tantôt dans des lieux plus ou moins aménagés.

Les cheminots de l'Escale et de l'accueil sont aussi dans la ligne de mire. La Direction engage un véritable plan social en imposant une polyvalence accrue et en ouvrant la voie à l'externalisation.

Pour preuve, l'accueil embarquement réalisé par City One (entreprise privée) dans certaines gares en lieu et place des cheminots de l'escale.

Des conditions de travail déjà gravement dégradées !

Le constat est dramatique et sans appel ! De nombreux chantiers, à la vente, aux guichets, dans les CLD (Centres Ligne Directe), mais aussi à l'escale et à l'accueil embarquement, sont en manque criant d'effectifs. Les Cadres d'Organisation sont sous-dimensionnés et les postes régulièrement non tenus. D'ailleurs, la multiplication des emplois précaires, CDD et intérim est révélatrice de cette situation catastrophique.



Lors de cette réunion, la délégation CGT a également pointé les sous-dimensionnements des CLD, alors que la Direction persiste à fermer les centres dont les effectifs sont inférieurs à 20 cheminots.

Dans la même veine, aux guichets, à l'Escale, à l'accueil, la situation n'est plus tolérable !

Pour la CGT, une telle dégradation des conditions de travail entraîne inévitablement de nouveaux RPS (Risques Psycho-Sociaux) pour les cheminots.

Même si lors de la réunion, la Direction se dit consciente des RPS que subissent les cheminots, elle continue d'avancer tous azimuts sans jamais remettre en cause son projet guidé par la seule performance économique.

Polyvalence et vente à la découpe !

La Direction a mis en place, dans chaque établissement, une politique de déstructuration des métiers. Il s'agit d'en effacer les contours et d'exploser leurs contenus avec la mise en place de nouvelles organisations, afin de gagner des gains de productivité.

EML (Equipe Mobile de Ligne), métier sol/bord, métier vente escale, grand métier voyage..., toutes ces déclinaisons ont pour seul objectif de supprimer des emplois à statut, en méprisant la sécurité et les conditions de travail des cheminots.

De plus, en multipliant les polyvalences, la Direction en profite pour dispenser des formations minimalistes et utilitaristes qui condamnent de fait les parcours professionnels des cheminots en affaiblissant la technicité des métiers.

D'ailleurs la sécurité, elle-même, est revisitée puis passée au filtre économique de la polyvalence. Ainsi, la Direction n'hésite pas à mépriser la chaîne sécurité et la sécurité système. Pour exemple, la Direction tente de supprimer un geste métier fort dans de nombreuses gares, l'autorisation de départ.

Elle interprète de manière inconsidérée l'arrêté du 07 mai 2015 (Tâches Essentielles de Sécurité et Tâches de Sécurité Autres qu'Essentielles) afin d'organiser un dumping social interne et de permettre l'externalisation de nos métiers.

Dans le même temps, les Directions créent les établissements « mono produit », type ESV (Etablissement Service Voyageurs) ou EST (Etablissement Service Transilien), afin de fixer le cadre d'une polyvalence accrue. Ces constructions ouvrent le champ de la privatisation grâce à la création d'un établissement pouvant être livré clé en main.

La CGT dénonce cette casse assumée de l'entreprise et la dégradation de la sécurité, des conditions de travail et des parcours professionnels qu'entraîne la multiplication des polyvalences.

Portes d'embarquement

La délégation CGT est intervenue une nouvelle fois sur le sujet des portes d'embarquement.

En plus de sacrifier le principal atout du ferroviaire sur l'aérien, la souplesse d'embarquement du train offerte à l'usager, ces portes, véritables goulets d'étranglement de flux de voyageurs, présentent de nouveaux risques en matière de sûreté auxquels sont exposés les usagers et les cheminots.

Le refus de la Direction de réactualiser régulièrement les études de flux en fonction du plan de transport et son refus d'assurer la présence systématique de la SUGE lors des phases d'embarquement, conduisent inévitablement à multiplier les événements sûreté dont les cheminots sont victimes.

D'ailleurs, les récents incidents en gare de Montparnasse ont mis en relief la pertinence de nos multiples alertes.

Malgré les conséquences désastreuses de la mise en place des portes d'embarquement, la Direction a une nouvelle fois refusé d'entendre les revendications des cheminots portées par la CGT.

Délitement de la sécurité, restructurations continues, Risques Psycho-Sociaux, suppressions de postes, dégradation des conditions de travail, externalisations, gel des salaires,... sous couvert d'une concurrence largement fantasmée, la Direction Mobilités compte bien faire payer aux cheminots les conséquences de la mauvaise réforme du système ferroviaire.

**LE MARDI 12 SEPTEMBRE 2017,
MOBILISONS-NOUS PAR LA GRÈVE
POUR CHOISIR NOTRE AVENIR !**

